



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 09/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EVVA - Chaufferie Valence La Forêt**

182 rue de la Forêt  
26000 Valence

Références : 20240805-RAP-DAEN0757  
Code AIOT : 0003201219

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2024 dans l'établissement EVVA - Chaufferie Valence La Forêt implanté 182 rue de la Forêt 26000 Valence. L'inspection a été annoncée le 31/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est tenue suite à un épisode récent (du 31 juillet au 1er août 2024) de pollution atmosphérique dans la vallée du Rhône (épisode estival - polluant Ozone).

Cette visite a été également l'occasion d'échanger sur des dépassements de poussières (CR550 et CR300) et d'ammoniac (CR550 seule) concernant les chaudières biomasse du site (mise en évidence de dépassements lors d'un contrôle inopiné des rejets atmosphériques d'avril 2024).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EVVA - Chaufferie Valence La Forêt
- 182 rue de la Forêt 26000 Valence
- Code AIOT : 0003201219
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Energie Verte de Valence – Site La Forêt – Groupe CORIANCE a été autorisée par arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 à exploiter une chaufferie urbaine comprenant deux chaudières Biomasse et trois chaudières (Gaz / FOD) à Valence.

Ce site vient en complément de la chaufferie historique située rue du capitaine Dreyfus à Valence, également exploitée par Energie Verte de Valence – Groupe CORIANCE.

Les installations permettent de chauffer environ 5 000 logements, 7 écoles, 1 lycée, 8 bâtiments municipaux, 2 immeubles de bureaux et 1 site industriel et récemment avec le développement au sud du réseau : l'hôpital de Valence et le lycée de Briffaut.

**Thèmes de l'inspection :**

- Pic de pollution atmosphérique estival dans la vallée du Rhône
- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Dépassement NH3 sur la CR550 et poussières sur les deux chaudières biomasse CR550 et CR300	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.3	Transmission du rapport du bureau d'étude : rejet air de la CR 300	1 mois après le contrôle intervenant en août 2024

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.1.1	Sans objet
2	Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.1.2	Sans objet
3	Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.1	Sans objet
4	Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.2	Sans objet
5	Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la gestion des épisodes de pollution atmosphériques rencontrés dans le département de la Drôme, il ressort que le nouveau responsable du site (arrivé en novembre 2023) connaît les prescriptions de son arrêté et les a mis en application pour l'épisode du 31 juillet au 1er août 2024.

Concernant les dépassements de poussières et d'ammoniac, des réglages de la combustion (pour l'ammoniac) et des défauts ont été réparés au niveau du filtre à manches (pour les poussières) des deux chaudières biomasse (remplacement de manches, reprise de l'étanchéité du by-pass et de l'enveloppe).

Une nouvelle mesure de rejets air a été réalisée sur la chaudière CR550 par un tiers en juillet 2024 (la conformité des rejets air est démontrée) et commandée pour le mois d'août concernant l'autre chaudière (CR 300).

L'inspection demande une transmission dans les meilleurs délais du rapport afférent pour démontrer le retour à la normale pour la CR300.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Épisodes de pollution de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre les actions suivantes : En cas d'atteinte de l'alerte de 1er et 2ème niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte : cf. tableau dans l'arrêté : arrêt de la chaudière biomasse Pour ce type d'alerte, le préfet pourra imposer à l'exploitant la mise en place de mesures plus contraignantes, et jugées nécessaires face à la gravité de l'épisode de pollution.  Les actions prévues ci-dessus ne doivent en aucun cas porter préjudice à la sécurité du personnel, de l'environnement et des installations.
<b>Constats :</b>  En salle, sur la base d'une extraction, l'exploitant peut démontrer qu'il a basculé de la biomasse au gaz naturel le 31 juillet 2024 à 14h. Il est donc conforme avec son arrêté sur ce point (mise en œuvre de l'action de basculement lors de l'atteinte de l'alerte de niveau 1 – arrêté de la préfecture de la Drôme en date du 31 juillet 2024).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Épisodes de pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  A la sortie du dispositif au niveau d'alerte, et à réception du message de fin d'alerte, les mesures sont automatiquement levées.  Les dispositions ci-dessus font l'objet, de la part de l'exploitant, de procédures détaillées, tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral du 1 <sup>er</sup> août 2024 levant les mesures d'urgence prises dans le cadre de l'épisode de pollution de l'air en cours dans le département de la Drôme a été transmis le 1 <sup>er</sup> août 2024 à 17h50.  Sur site, il a été constaté le jour de l'inspection (2 août 2024) que l'exploitant était en cours de redémarrage de la chaudière biomasse CR550.  Une procédure de gestion des épisodes de pollution est à disposition. Le nouveau responsable opérationnel depuis novembre 2023 en a connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Épisodes de pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant informe l'inspecteur des installations classées des actions mises en œuvre. Le contenu, la forme et le délai de transmission de cette information sont fixés en accord avec l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Un format a été défini en accord avec l'inspection des installations classées. Le bilan de cet épisode a été envoyé à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Épisodes de pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant conserve durant 2 ans minimum, et tient à disposition de l'inspecteur des installations classées, un dossier consignait les actions menées suite à l'activation au niveau alerte du dispositif de gestion des épisodes de pollution atmosphérique.  Ce dossier comporte notamment les éléments suivants :  les messages d'alerte et de fin d'alerte concernant son établissement (Polluant et bassin d'air) reçus en application du document cadre zonal approuvé par l'arrêté zonal du 22 mai 2017 ; la liste des actions menées, faisant apparaître : le type d'action mise en œuvre, l'équipement concerné, la date et l'heure de début et de fin, une estimation de la quantité de polluants atmosphériques ainsi non émises.
<b>Constats :</b>  Un dossier numérique est présent sur site. Il consigne les actions menées et les messages d'alerte. Comme indiqué précédemment, le bilan liste les actions menées dans un format concerté avec l'inspection des installations classées : le type d'action mise en œuvre, l'équipement concerné, la date et l'heure de début et de fin, une estimation de la quantité de polluants atmosphériques ainsi non émises.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Épisodes de pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans le cadre de l'autosurveillance de ses rejets, un bilan annuel quantitatif des actions temporaires de réduction d'émissions mises en œuvre
<b>Constats :</b>  Le bilan 2023 a été transmis le 24 janvier 2024. Il est rappelé à l'exploitant d'envoyer celui de 2024, courant janvier 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dépassement NH3 sur la CR550 et poussières sur les deux chaudières biomasse CR550 et CR300**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassement NH3 sur la CR550 et poussières sur les deux chaudières biomasse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Valeur limite NH3 de la CR550 Et Poussières sur les deux chaudières biomasses
<b>Constats :</b>  Un contrôle inopiné « air » a été réalisé du 2 au 5 avril 2024, rapport réceptionné le 7 mai 2024 par l'inspection.  Il ressort :  Pour la chaudière biomasse CR300 : Un dépassement en poussières : 18,8 mg/Nm3 contre 8 dans l'arrêté préfectoral.  Pour la chaudière biomasse CR550 : Un dépassement en poussières : 37,2 mg/Nm3 contre 8 dans l'arrêté préfectoral. Un dépassement en ammoniac : 7,2 mg/Nm3 contre 5 dans l'arrêté préfectoral.  Courant mai 2024, l'exploitant a mené une investigation pour déceler les causes de ces dépassements.  Concernant l'ammoniac, un réglage de combustion de la CR550 a été réalisé (rééquilibrage de combustion pour ne pas déclencher trop tôt l'injection d'urée). Par ailleurs, l'exploitant indique qu'une partie des mesures du contrôle inopiné ont été réalisées avec une demande du réseau de chaleur de Valence faible : en fonctionnement <u>non stabilisé</u> . Sur une baisse de charge la température de la chambre chute rapidement. Cette chute a pour effet de minimiser l'efficacité de réaction de l'urée sur les oxydes d'azote (Nox) et provoque des pics d'ammoniac car le process doit rincer les canalisations d'injection avant de s'arrêter (et donc continuer à injecter un peu d'urée) afin d'éviter la cristallisation dans la canalisation. Ce fonctionnement transitoire se poursuit durant quelques secondes pour enfin revenir à la normale. Le phénomène est absent en fonctionnement stabilisé.  Concernant les poussières, l'étanchéité des filtres à manches a été contrôlée via un test fluo. Ce contrôle a révélé 2 manches percées sur la CR550 et une manche sur la CR300 ainsi qu'un défaut d'étanchéité du registre by-pass (changement de la tresse). Une différence de pression basse du filtre avait été constatée également. D'autre part, l'enveloppe du filtre à manche était corrodée en partie basse laissant de l'air ambiant être aspiré dans les fumées. Cette enveloppe a été reprise pour assurer de nouveau une bonne étanchéité.  La dégradation des manches, de l'enveloppe ainsi que de l'étanchéité du by-pass s'explique par une corrosion excessive de l'équipement due à la condensation de l'eau dans les fumées. Afin de ne pas renouveler cette situation, la consigne de température de l'eau parcourant le filtre à manche (économiseur) à plus de 96°C (température de condensation à la pression du ventilateur de tirage) a été abaissée pour éviter la condensation.

Les opérations de réparation ont été réalisées courant juin 2024 durant l'arrêt technique des deux chaudières.

L'autosurveillance de la CR550 (consultée sur site) concernant le paramètre poussières indique une conformité des rejets atmosphériques sur ce paramètre.

La CR 550 a fait l'objet d'un passage d'un bureau d'étude pour mesurer les effluents atmosphériques (ammoniac et poussières) le 17 juillet 2024. Le rapport afférent a été envoyé à l'inspection le 5 août 2024. Les valeurs sont conformes à l'arrêté :

Poussières : 1,4 mg/Nm<sup>3</sup> (8 autorisés)

Ammoniac : 0,23 mg/Nm<sup>3</sup> (5 autorisés)

Oxydes d'azote : 153 mg/Nm<sup>3</sup> (200 autorisés)

La CR300 est à l'arrêt suite à un problème technique (chariot et vérins hydrauliques endommagés), elle doit redémarrer la semaine du 5 août 2024. Une commande auprès d'un bureau d'étude pour mesurer les effluents atmosphériques (ammoniac et poussières) a été fournie. Le rapport afférent sera envoyé à l'inspection 1 mois après la mesure effective qui devrait avoir lieu en août.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois après le contrôle des rejets air de la CR300 intervenant en août 2024